

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

Documents officiels

Distr. générale
19 octobre 2023
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 4^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 29 septembre 2023, à 15 heures

Présidence : M. Marschik (Autriche)**Sommaire**Point 24 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

- a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (*suite*)
- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org), et portées sur l'exemplaire du compte rendu

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 24 de l'ordre du jour : Développement social
(suite) (A/78/236)

a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
(suite) (A/78/211)

b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (suite)
(A/78/134, A/78/187, A/78/188, A/78/189, A/78/157 et A/78/331)

1. **M^{me} Perdomo** (Chili) dit que sa délégation est préoccupée par les tendances en matière de développement social qui ont été décrites dans le rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/78/211). Au rythme actuel des progrès enregistrés à l'échelle mondiale, l'objectif de développement durable n° 1 ne sera pas atteint en 2030 : à cette échéance, selon les prévisions, près de 600 millions de personnes souffriront de la faim. Un accès limité à des emplois formels décents creuse lui aussi les inégalités, encore exacerbées par des crises qui placent des millions d'individus en situation précaire. Les répercussions de ces phénomènes sur les femmes, les enfants, les personnes âgées, les jeunes, les migrant(e)s, les personnes handicapées et les peuples autochtones sont disproportionnées. Les besoins non satisfaits, tout comme les lacunes en matière de services, vont s'accumulant, ce qui rend nécessaire l'adoption de mesures urgentes, en particulier du fait de la transformation écologique, du vieillissement de la population, de la multiplication des migrations et de l'urbanisation rapide.

2. Pour qu'il soit possible d'honorer les engagements pris en matière d'égalité femmes-hommes et de droits humains, les systèmes de protection sociale doivent être résilients et adaptables, à même de renforcer la résilience des individus face aux crises et de leur assurer un revenu de base tout au long de leur vie, d'où l'amélioration de leur bien-être et de leur qualité de vie. Le ralentissement des progrès observé depuis 2015, voire la remise en question des avancées obtenues depuis 2020 rappellent que celles-ci demeurent fragiles et inégalement réparties. La lutte contre les causes profondes de la pauvreté, dont traite la Déclaration de Copenhague sur le développement social, demeure un défi de taille pour les États.

3. À la suite d'une pandémie mondiale et face à une crise climatique, le cadre de développement promu dans la Déclaration de Copenhague demeure pertinent, et les États devraient se concentrer sur les objectifs d'élimination de la pauvreté, d'accès à des emplois et à des logements décents, d'apprentissage tout au long de la vie et de protection sociale. À cette fin, le Chili appuie la proposition faite de tenir un sommet social mondial en 2025.

4. **M^{me} Pierre Fabre** (Haïti) dit qu'en dépit des engagements pris au titre du développement social et des objectifs définis dans cette optique, le progrès social et l'amélioration de la qualité de la vie demeurent problématiques pour de nombreux pays, en particulier les pays les moins avancés.

5. Haïti se heurte à de nombreuses difficultés, et le développement social et économique y demeure entravé par l'instabilité politique, l'aggravation sans précédent de la violence et une fragilité exacerbée. Le revenu national brut par habitant y est le plus bas d'Amérique latine et des Caraïbes et, en 2021, le pays occupait le 163^e rang sur 191 pays selon l'indice de développement humain. Une vaste majorité de la population est exposée aux aléas naturels tels que les ouragans, les inondations et les séismes.

6. En dépit des moyens limités dont il dispose, le Gouvernement a conscience de ses responsabilités en matière de développement social et d'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de l'ensemble de la population. Cela passera nécessairement par la définition d'une stratégie nationale d'assistance sociale incluant, entre autres, la scolarisation universelle, gratuite et obligatoire, la promotion de l'agriculture à petite échelle, l'adoption de mesures encourageant la création d'entreprises par des femmes rurales et la mise en place de mécanismes de lutte contre l'insécurité alimentaire. Un programme multisectoriel a été lancé à l'intention des groupes vulnérables, avec notamment pour objectif de subventionner le transport pour certains groupes sociaux.

7. **M. Vongnorkeo** (République démocratique populaire lao) dit que la communauté internationale se trouve à la croisée des chemins, face à des défis de vaste portée qui compromettent les avancées obtenues en matière de développement et la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que l'action menée pour garantir à tous les individus le respect de leurs droits fondamentaux. Il est nécessaire de prendre des mesures efficaces et porteuses de transformation pour surmonter ces défis et ne laisser personne de côté.

8. L'engagement de la République démocratique populaire lao envers le développement social se traduit

par l'exécution de son plan de développement social et économique pour 2021-2025. Des progrès concrets ont été obtenus dans le domaine de l'éducation grâce, entre autres, à un programme de numérisation, à l'ouverture de classes supplémentaires, au soutien psychologique apporté aux enseignant(e)s et à des mesures de protection en matière de santé. Le Gouvernement accorde une priorité accrue à l'éducation pour que le pays occupe un rang plus élevé à l'aune de l'indice du capital humain, et, à cette fin, il a augmenté le budget correspondant, dans le but de renforcer la qualité de l'enseignement et de créer des conditions propices à l'avènement de l'éducation pour tous, en particulier les femmes et les filles.

9. Dans le domaine de la santé publique, des progrès tangibles sur la voie de la prestation de soins à tous les individus se sont traduits par la réduction du taux de mortalité maternelle et par un accès accru à des services de planification familiale fondés sur les droits. Le pays a enregistré la réduction la plus importante du taux de mortalité maternelle dans la région.

10. En tant que partie à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la République démocratique populaire lao cherche à améliorer les conditions de vie des personnes handicapées en promulguant des lois ; elle a également adopté un plan d'action en la matière. Enfin, elle applique les recommandations formulées par les expert(e)s du Comité des droits des personnes handicapées à l'issue de leur examen du plan national, en août 2022.

11. L'orateur appelle la communauté internationale à intensifier son appui et son assistance à la République démocratique populaire lao pour qu'elle soit en mesure de relever les défis qui subsistent, et notamment combler les disparités en matière de développement entre zones rurales et urbaines, éliminer la pauvreté et développer les transferts de technologie.

12. **Monseigneur Murphy** (Observateur du Saint-Siège) dit que des trois piliers du développement durable, sa dimension sociale est peut-être la plus explicitement humaine. En tant que voisins les uns des autres, les individus devraient agir dans un esprit de fraternité, pour instaurer des conditions propices au développement humain intégral, en commençant par l'élimination de la pauvreté, tout en respectant la diversité des contextes, des valeurs et des priorités. Procédant de la dignité intrinsèque conférée par Dieu à chaque individu, le développement humain intégral exige aussi que l'on prenne soin du bien-être social, spirituel et culturel de chaque personne. Pour y parvenir, tous les individus doivent prendre conscience de leur humanité commune, fondement même de l'égalité.

13. La famille revêt une importance primordiale pour la société et elle doit donc être protégée par la société et par l'État. C'est elle qui nous enseigne en premier lieu la générosité, la compassion et l'amour. Bien souvent, la famille constitue le seul soutien pour les personnes en situation vulnérable, aussi les systèmes de protection sociale devraient-ils se concentrer sur elle, et en particulier sur le rôle joué par la mère et le père dans le bien-être de l'enfant.

14. L'accès à l'éducation est également essentiel pour préparer les enfants à devenir des membres responsables de la société. Les programmes éducatifs devraient soutenir les parents, tout en accordant la priorité à la maîtrise par tous de la lecture et du calcul, et en offrant des possibilités de rattraper les enseignements manqués. L'apprentissage de compétences est tout aussi important, pour que les jeunes puissent trouver leur place sur le marché du travail et les personnes âgées découvrir de nouveaux domaines d'activité.

15. Outre qu'il apporte à la société du temps et du talent et confère à chacun(e) une raison d'être et de se respecter, le travail, s'il s'inscrit dans un système économique juste, donne aussi aux individus les moyens de subvenir à leurs besoins. Il est essentiel de lutter contre le chômage des jeunes et l'emploi informel et de remédier à l'absence de droit du travail.

16. Lorsque la priorité est accordée au profit économique plutôt qu'aux individus et à l'humanité, il en résulte une culture du « prêt-à-jeter », qui réduit les êtres humains à la valeur de ce qu'ils produisent. Dans une telle culture, les pauvres, les personnes handicapées, celles qui ne sont pas encore nées et les personnes âgées sont considérées comme inutiles ou comme n'étant plus nécessaires. La solidarité doit se traduire par des actes concrets, en particulier au bénéfice des plus vulnérables : c'est le seul moyen de parvenir au véritable développement social.

17. **M^{me} Pichardo Urbina** (Nicaragua) dit que son pays appuie les politiques visant à restaurer les droits économiques, sociaux et culturels de ses peuples, pour qu'il soit possible d'atteindre les objectifs de développement durable. Les mesures coercitives unilatérales illégales, injustes et nocives compromettent tous les efforts déployés pour y parvenir.

18. En s'attachant à réduire la pauvreté et les inégalités, à améliorer les conditions de vie, à créer des emplois, à favoriser l'investissement et à protéger les ressources naturelles, le modèle de développement sandiniste encourage les familles et les communautés à prendre en main leur propre destin afin de vaincre la pauvreté et de se libérer du cercle vicieux de la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre.

19. Les soins de santé gratuits et de qualité constituent une priorité, et le Nicaragua est doté du meilleur système hospitalier public gratuit d'Amérique centrale. De 2007 à 2022, beaucoup de centres de santé ont été améliorés, le nombre de lits a augmenté et toutes les municipalités sont désormais dotées d'au moins un centre de soins maternels.

20. Le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale organise des visites dans les communautés pour faire respecter les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes, des familles, des enfants, des adolescent(e)s, des jeunes, des personnes âgées et des personnes handicapées.

21. Une éducation gratuite et inclusive est dispensée à tous les niveaux, pour prendre soin des familles et les protéger. Témoignage d'une culture du respect des personnes handicapées, une loi a été promulguée qui prend acte de leurs droits et veille à ce qu'elles aient accès à l'emploi et à l'éducation. Une prise en charge intégrale est assurée aux personnes âgées dans des centres de soins, leur accès à l'électricité et aux services publics d'approvisionnement en eau est subventionné et elles bénéficient de réductions pour se rendre dans les zones touristiques. Les jeunes jouent également un rôle central dans tous les programmes sociaux, culturels, éducatifs et environnementaux.

22. **M. Al-Khaqani** (Iraq) dit que son pays accorde une grande importance aux droits humains, et en particulier au développement social. L'Iraq a été l'un des premiers signataires du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et demeure résolu à en défendre les principes et les objectifs.

23. Le monde fait face à des enjeux considérables, notamment les crises alimentaires et l'insécurité, les changements climatiques, la rareté des ressources et les répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Pour y parer, les pouvoirs publics irakiens s'emploient à s'attaquer à leurs causes profondes, qui incluent la corruption, la discrimination, l'absence de respect pour la religion, la pauvreté extrême, le chômage et l'absence d'enseignement de qualité.

24. Au niveau national, le Gouvernement a lancé un programme ambitieux qui accorde la priorité au développement durable. Il a adopté une loi qui prévoit l'octroi d'une protection sociale étendue aux personnes qui travaillent dans les secteurs privé et coopératif, un plan national de développement pour 2023-2027 et le troisième plan national de réduction de la pauvreté.

25. Il est important de protéger la famille, qui constitue l'élément fondamental de la société, comme on peut le lire à l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La cohésion de la famille nourrit la cohésion sociale et favorise le développement inclusif. Le Gouvernement a instauré un haut conseil suprême pour les jeunes et engagé une initiative pour investir dans le perfectionnement de leurs talents et les préparer au marché du travail. L'Iraq aspire à une coopération régionale et internationale constructive, afin qu'il soit possible de parvenir au développement social.

26. **M. Rojas** (Pérou) dit que la pandémie de COVID-19, les catastrophes liées au climat, l'instabilité politique et économique et d'autres crises encore ont érodé la capacité des États de mettre en œuvre le Programme 2030. Une fois encore, ce sont les personnes et les groupes les plus vulnérables qui en pâtissent le plus, car nombre de programmes de réduction de la pauvreté ont été ramenés à de plus modestes proportions, voire interrompus, dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire durant la crise qui a constitué une urgence de santé publique. Ce fait, couplé à la perte de revenus et à l'augmentation du prix des produits alimentaires et de l'énergie, a entraîné la plus forte aggravation de la pauvreté et des inégalités à l'échelle planétaire depuis la Seconde Guerre mondiale. S'agissant des objectifs de développement durable, on note un ralentissement modéré – ou l'absence totale de progrès – vers la réalisation d'environ la moitié des cibles ; s'agissant de quelque 30 % d'entre elles, la situation demeure inchangée, ou s'est détériorée, depuis 2015. Si cette tendance se poursuit, seul un tiers des pays parviendront à réduire de moitié la pauvreté au niveau national d'ici à 2030.

27. L'exclusion sociale empêche certains groupes d'accéder à des ressources, biens et services, et limite leur capacité d'obtenir un emploi rémunéré ou d'exploiter certains débouchés économiques. Les personnes handicapées, par exemple, peinent à satisfaire leurs besoins élémentaires – accès au logement, à l'alimentation ou à l'eau potable – et le fait qu'elles sont exclues de l'emploi et de l'éducation compromet leur capacité de payer pour les soins médicaux, ce qui met en péril leur santé. Pour parvenir à l'inclusion sociale, il est vital de lutter contre la pauvreté multidimensionnelle et de comprendre de quelle manière elle se répercute sur les groupes vulnérables. Le Pérou a adopté une politique nationale de développement et d'inclusion sociale à l'horizon 2030, pour prêter assistance aux personnes qui vivent en situation de pauvreté ou sont exposées à ce risque, à quelque étape de la vie que ce soit, l'accent étant mis

sur les droits et sur le développement humains. Cette nouvelle politique vise à régler le problème de la pauvreté en tant qu'enjeu multidimensionnel et prévoit des mesures intersectorielles et intergouvernementales axées sur les soins de santé, l'éducation, le logement, le réseau routier, l'inclusion économique et la justice.

28. **M^{me} Dabo N'diaye** (Mali) dit que le développement social est un pilier fondamental du développement durable. Le Mali a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et sa constitution entérine les droits fondamentaux des citoyens à l'éducation, à la formation, au travail, au logement et à la santé. Aux termes de son article 11, l'éducation est obligatoire, laïque et gratuite, et l'enseignement privé peut également être proposé.

29. En complément de la législation existante, le Gouvernement a promulgué un certain nombre de mesures de protection sociale, notamment un plan décennal pour l'éducation, adopté en 2019, qui a pour objectifs d'améliorer le système éducatif, d'accroître les capacités du personnel enseignant, de promouvoir l'accès équitable et inclusif à un enseignement de qualité, et de renforcer la gouvernance et la résilience du secteur. En conséquence, le taux d'inscription dans les établissements scolaires, s'agissant en particulier des filles, a augmenté. On s'est employé à améliorer les résultats en matière de santé grâce à la mise en place de cantines scolaires, et des réformes ont été engagées pour optimiser la qualité de la formation technique et professionnelle. Malheureusement, plusieurs crises, sources d'insécurité dans le pays, compromettent le succès de ces activités et ont entraîné la fermeture de plusieurs milliers d'établissements scolaires.

30. Le Gouvernement vise à garantir l'accès aux soins de santé à l'ensemble de la population malienne au moyen d'un système d'assurance maladie universel. Il a également renforcé le filet de sécurité sociale au moyen de versements en espèces aux ménages vulnérables, ainsi que de la mise en œuvre de programmes visant à prêter assistance aux personnes vivant dans la pauvreté, aux femmes, aux enfants, aux personnes handicapées et aux personnes déplacées. Plusieurs programmes ont pour objectifs de garantir l'accès à un logement décent, de promouvoir la sécurité alimentaire et d'améliorer la qualité du capital humain, et le Gouvernement s'est engagé à accroître le budget alloué à l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement.

31. À l'heure où le pays revient à la stabilité, le Mali remercie ses partenaires bilatéraux et multilatéraux pour leur appui. Il se tient prêt et résolu à coopérer avec les

partenaires qui respectent sa souveraineté et ses objectifs stratégiques.

32. **M^{me} Schönborg** (Observatrice de l'Ordre souverain de Malte) dit que les défis tels que l'augmentation des taux de pauvreté extrême, l'insécurité alimentaire et le défaut d'accès à un enseignement de qualité, à l'énergie et à l'emploi sont complexes et ont des racines profondes, mais ne sont pas insurmontables. L'Ordre souverain de Malte défend les principes de compassion, d'altruisme et de justice, et, par l'entremise de son organisme humanitaire, Malteser International, se concentre sur les secours d'urgence, le développement durable et les soins de santé. Il applique également une approche multidimensionnelle de la lutte contre la pauvreté, en dotant les communautés ciblées des outils et des connaissances dont elles ont besoin pour parvenir à l'autosuffisance.

33. L'Ordre souverain de Malte a mis en place des programmes axés sur les moyens de subsistance et des initiatives en faveur de l'entrepreneuriat pour aider les individus échapper à la pauvreté, et il est déterminé à lutter contre l'insécurité alimentaire. Il s'emploie infatigablement à fournir une aide alimentaire d'urgence, à améliorer les pratiques agricoles et à promouvoir les systèmes alimentaires durables.

34. Étant donné que l'accès à un enseignement de qualité est un droit fondamental, l'Ordre souverain de Malte s'emploie activement à construire des établissements scolaires, à appuyer des initiatives éducatives et à octroyer des bourses. Il contribue aussi à un futur énergétique viable et équitable pour tous en mettant en œuvre des solutions énergétiques durables dans les régions mal desservies, en apportant un appui aux communautés et en exploitant les technologies reposant sur les énergies renouvelables pour stimuler la croissance économique.

35. En dernier lieu, l'oratrice mentionne que l'Ordre souverain de Malte mène des interventions ciblées pour lutter contre le chômage. Il appuie les programmes de formation professionnelle et les initiatives de création d'emplois et s'est fixé pour objectif de réduire les taux de chômage et de permettre aux individus d'apporter une contribution concrète à la société.

La séance est levée à 15 h 50.